

Unité départementale du Littoral
Rue du pont de Pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 26/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NORIAP

58 rue Carnot
BP 119
59380 Bergues

Références : -
Code AIOT : 0007002542

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement NORIAP implanté Route de Bourbourg Enceinte de l'usine LESIEUR 59180 Cappelle-la-Grande. L'inspection a été annoncée le 11/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORIAP
- Route de Bourbourg Enceinte de l'usine LESIEUR 59180 Cappelle-la-Grande
- Code AIOT : 0007002542
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de CAPPELLE-LA-GRANDE, est situé dans l'enceinte de l'usine LESIEUR.

Il est constitué de deux silos de stockage de céréales.

Capacité des silos :

- Silo plat : 30 000 m³ ;
- Silo vertical béton armé : 35 cellules unitaires de 900 m³ chacune pour une capacité globale de 31 500 m³. Ce silo est doté d'une installation d'inertage à l'azote, activée avant tout transfert. Les « as de carreau », non inertés à l'azote, ne sont pas utilisés comme capacité de stockage.

L'accès au site s'effectue par la route D202, puis par la traversée de l'usine LESIEUR.

Au voisinage proche du silo, on trouve :

- au nord les installations LESIEUR, puis des infrastructures (canal de Bourbourg, voie ferrée, autoroute A16) ;
- à l'est les postes de travail de la société LESIEUR ainsi qu'une canalisation de gaz aérienne ;
- à l'ouest le canal de Bourbourg. Les premières habitations sont situées à plus de 350 m ;
- au sud des terrains agricoles et une habitation à 300 m de la limite de propriété.

Le site LESIEUR dispose de différents postes de travail qui sont répartis dans la zone des 150 m autour du silo béton, de la manière suivante :

- stockages d'huiles, pomperie et chaufferie (accolé et à 50 m des cellules béton) à l'Est et au Nord avec leur zone de dépotage ;
- local maintenance raffinage (95 m des cellules béton) ;
- raffinage (110 m des cellules béton) ;
- unité d'estérification (70 m des cellules béton) ;
- centrale station (65 m des cellules béton) ;
- bâtiments 33, 34 et 35 inoccupés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	récolement de l'APMD du 26/06/2023	AP de Mise en Demeure du 26/06/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 17/04/2025 a permis de vérifier que l'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 26/06/2023.

L'inspection propose à monsieur le Préfet de l'abroger.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : récolement de l'APMD du 26/06/2023

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, cessation d'activité
Prescription contrôlée : La société Noriap exploitant une installation de Silos de stockage de céréales sise Usine lesieur sur la commune de Cappelle la grande est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement en notifiant la cessation d'activité de son site et en

apportant les justifications nécessaires prévues à l'article R 512-39-1 du Code de l'environnement dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection conformément aux dispositions des articles R 512-75-1 et R.512-39-1 du Code de l'environnement:

- un mémoire de mise en sécurité du site (ATTES SECUR) N° C25061196 du 31/03/2025 réalisé par l'APAVE.

Ce mémoire atteste, sans réserve, que l'exploitant a mis en œuvre les mesures de mise en sécurité de l'ensemble des installations mises à l'arrêt définitif sur son site conformément à l' article R-512-75-1;

- un mémoire de réhabilitation du site (ATTES MEMOIRE) N° C25061196 du 04/04/2025 réalisé par l'APAVE.

Les analyses des prélèvements réalisés dans les sols, gaz de sol, eau superficielles et dans eaux souterraines ne mettent pas en avant de pollutions concentrées.

L'exploitant démantèlera l'ensemble des installations du site.

L'exploitant a fourni un planning prévisionnel des travaux s'étalant jusque décembre 2025.

Lors de l'inspection les silos plats étaient déconstruits, le silo vertical devrait être démoli de mai à novembre 2025.

L'usage du terrain après démolition sera un usage industriel.

Le mémoire de réhabilitation du site atteste, sans réserve, de l'adéquation des mesures proposées par l'exploitant pour la réhabilitation de son site.

L'exploitant a transmis, à monsieur le préfet du Nord, la déclaration de cessation d'activité de son site le 13/04/2023 et les mémoires de mise en sécurité et de réhabilitation le 23/04/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure